

## Anne ou la soif d'apprendre

Anne Dufour est vice-présidente du Conseil des prud'hommes de Paris. Un mandat clé dans un Conseil qui traite à lui seul le dixième du contentieux national. Pour Solidaires, elle se livre sur son parcours, depuis ses premiers mandats en entreprise jusqu'à son rôle au sein de l'interprofessionnel. Portrait d'une militante qui n'a eu de cesse de conjuguer la théorie avec la pratique.

**A**ne n'est pas arrivée par hasard dans le syndicalisme. « *Mes parents, tous deux militants à la CFDT, s'appellent François et Nicole... Alors !* » lance-t-elle d'emblée en riant. Si elle rêvait d'être comédienne, Anne a très tôt dû - après le conservatoire d'art dramatique de Nancy - accepter des petits boulots : animatrice de centre de loisirs, caissière, opératrice de saisie etc. En 1987, elle est embauchée à la Caisse d'épargne, adhère naturellement à la CFDT et s'engage dans la foulée. « *J'ai tout de suite demandé à ce que l'on me confie des choses à faire* », se souvient-elle. Aussitôt dit, aussitôt fait ! En quelques années, elle expérimente tous les mandats : déléguée du personnel, « *le plus formateur* » ; élue au CE ; membre du CHSCT... De ce dernier mandat elle raconte : « *Nous avons dû apprendre sur le tas. Au départ, on s'occupait des problèmes d'éclairage et nous avons fini par soulever des questions liées au stress et aux risques spécifiques à nos métiers.* ». Devenue permanente, Anne navigue alors dans un univers syndical très masculin : « *Nous étions vraiment peu nombreuses et l'ambiance de corps de garde en a fait fuir plus d'une ! Il fallait trouver les moyens de se faire respecter, en étant meilleures qu'eux par exemple.* »

### Rempart à l'arbitraire

Quand en 1997 on lui propose de figurer sur les listes prud'homales, Anne accepte immédiatement. Elle s'intéressait au droit - « *avec un père juriste !* » - et avait pris l'habitude de répondre aux questions juridiques des adhérents. Le baptême du feu a lieu une semaine après l'euphorie des résultats obtenus par la CFDT en Île-de-France : elle se retrouve à présider un bureau de conciliation. « *Face à un employeur tatillon qui me renvoyait à des articles du Code que je ne*

*connaissais pas, il a fallu bluffer et lui tenir tête ! Coup de bol, ça a marché...* », se remémore-t-elle aujourd'hui. Dans ce mandat, Anne se sent vraiment utile. « *Nous sommes un rempart à l'arbitraire qui peut prévaloir dans certaines entreprises, notamment les TPE,* résume-t-elle. On



*n'arrête jamais d'apprendre. Le plus difficile au début a été de changer de posture et d'accepter de sortir des jeux d'acteurs traditionnels de l'entreprise.* Plus encore qu'avant, cette mère qui a élevé seule ses deux enfants court après le temps, rôle parfois, mais ne se plaint pas. « *Ça n'a jamais été un sacrifice. J'ai aimé tout ce que j'ai fait, même si la maison n'est pas très 'au carré'. Mes fils ont connu très jeunes les AG de militants, les manif. Et ils en ont gardé un goût pour... la bagarre !* », confie-t-elle. Avant d'ajouter pudiquement : « *Au fond, je crois qu'ils sont fiers de moi...* ».

### Au cœur de l'interpro

À la fin des années 90, Anne découvre aussi l'interprofessionnel. Et là encore, les choses s'enchaînent très vite. Elle s'engage pour l'Union

départementale de Paris sur la lutte contre les discriminations et anime des formations syndicales à l'IREFE. Une facette de son activité qu'elle juge totalement complémentaire avec son rôle au Conseil des prud'hommes. « *Être formatrice, c'est génial : on est continuellement en train d'apprendre et de se remettre en question* », lâche-t-elle tout sourire. En 2013, elle a pris la présidence du plus important Conseil de prud'hommes de France avant d'en devenir la vice-présidente cette année. Une fonction qu'elle assume sereinement même si elle reconnaît que la pression est parfois forte, notamment « *quand il faut prononcer un discours devant 800 personnes lors de l'audience solennelle de rentrée ou quand le cabinet du ministre vous annonce que la Ministre de la justice arrive dans deux heures !* ». Anne est sur le point de boucler un cycle de validation des acquis de l'expérience (VAE) - fruit d'un partenariat entre l'IREFE et le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) - qui lui donnera un diplôme de responsable juridique option droit social. « *Je me suis lancée dans ce cycle, non pas pour me reconvertir, mais pour me prouver que c'était possible, moi qui n'ai pas de diplôme. Et au-delà de mon expérience, je trouve important que soient reconnus les parcours militants* » avance-t-elle. Comme pour renvoyer l'ascenseur, elle donne aujourd'hui des cours au CNAM et vient aussi d'être choisie pour siéger au Conseil supérieur de la prud'homie... « *La CFDT m'a offert une chance extraordinaire,* résume-t-elle. *Celle de pouvoir faire ce que j'aime le plus : apprendre, encore et toujours.* Un véritable leitmotiv.

Judith BOUMENDIL & Clément MELLIN